

# La dernière occasion de raviver l'espoir de 2011

Les premières élections locales démocratiques en Tunisie se tiendront dimanche. 5,3 millions de Tunisiens sont appelés aux urnes pour élire 350 conseils municipaux.

REPORTAGE  
KASSERINE  
DE NOTRE CORRESPONDANT

Elles semblent loin les images de janvier 2011 quand les vidéos de la salle d'urgence de l'hôpital de Kasserine, jonchée de corps ensanglantés après la répression policière des manifestations, faisaient basculer le pays dans l'insurrection généralisée. L'écho de cet élan démocratique revient sept ans plus tard bien affaibli dans une région sinistrée par le modèle de développement économique tunisien, centré sur les régions côtières. Le premier rendez-vous des Tunisiens avec la démocratie locale, plusieurs fois reporté, s'annonce dans un climat de désenchantement et de défiance à l'égard des politiques.

« En 2011, j'ai voté pour Ennahdha. En 2014, j'ai voté pour Nidaa Tounes, cette fois je ne voterai pas. Notre situation est toujours aussi misérable », lance un jeune vendeur de fruits et légumes. Aujourd'hui, les islamistes, majoritaires en 2011, et leurs adversaires vainqueurs en 2014 et devenus leurs alliés pour gouverner depuis 2015, sont confondus dans le même rejet. Les plus optimistes misent sur 50 % de participation (sur un taux d'inscription d'environ 60 %), les plus réalistes, sur 35 %.

« Depuis sept ans, les gens ont vu les ordures s'accumuler dans les rues, la voirie se dégrader, leur pouvoir d'achat diminuer. Ils n'ont plus confiance dans les institutions ni dans la possibilité de changer les choses », observe Monia Mhamdi, propriétaire d'un commerce d'articles de décoration et candidate sur une liste indépendante pour la municipalité de Kasserine-Ville. Elle refuse de céder à la morosité ambiante : « Sur le terrain je ne perçois pas un désenchantement aussi massif, mais plutôt de l'intérêt pour des candidats indépendants. Mais c'est vrai que ces élections sont un peu la dernière occasion de rallumer l'espoir né avec la révolution en 2011. »

L'argent joue un rôle important dans la campagne électorale

A condition toutefois que cette arrivée de la démocratie à l'échelon local se traduise rapidement en améliorations tangibles. En théorie, la nouvelle loi de décentralisation adoptée le 26 avril dernier devrait donner aux élus municipaux davantage d'autonomie pour engager des chantiers en faveur du développement local, une fois les décrets d'application publiés. Dans la pratique, ils hériteront de municipalités sous-gérées, mal équipées, d'un personnel pléthorique, embauché pour absorber le chômage, peu qualifié, sous-encadré, dont le travail est souvent virtuel mais dont la masse salariale absorbe l'essentiel du budget.

« Comme tout se dégrade, les gens ne paient plus les taxes, le taux de recouvrement des impôts locaux dépasse péniblement les 2 %, la municipalité est couverte de dettes à l'égard de l'Etat, le montant d'impayés est exorbitant, s'alarme Mohamed Dahloumi, tête de la liste d'Ennahda à Kasserine-Ville. On ne va pas philosopher sur la poule et l'œuf, il faut que la municipalité commence. Mais pour ramasser les ordures d'un territoire qui s'étend jusqu'aux localités agricoles avoisinantes, Kasserine n'a que deux tracteurs. Il faut que l'Etat paye le matériel. Mais aussi mobiliser d'autres ressources. »

Dans une ville où les seules activités économiques légales sont assurées par une usine publique de cellulose hors d'âge et par une agriculture entravée par la difficulté d'accès à la nappe d'eau profonde, les « autres ressources » sont les barons bien connus de la contrebande avec l'Algérie voisine. Comment tra-

vailler avec ces acteurs économiques aussi interlopes qu'incontournables ? Les combattre ou les intégrer en normalisant leur situation ?

C'est la question essentielle pour les futurs élus municipaux. « Ils sont prêts à coopérer avec les institutions et régulariser leur situation », assure Mohamed Dahloumi, mais il faut que l'Etat joue le jeu. » Leur apport à l'économie locale est omniprésent : côté pile, les immeubles neufs, les plus beaux cafés, les possibilités pour les jeunes chômeurs de gagner de l'argent en faisant la route. Côté face, la corruption indispensable à la protection de ce trafic qui gangrène les rouages de l'administration.

La décentralisation risque de placer directement les élus sous l'influence des corrompus, d'aviver les rivalités entre eux pour l'accès aux marchés publics, quitte à activer dans l'appareil d'Etat ou les forces de sécurité des soutiens pour éliminer un concurrent choisi par les élus. Une évolution qui approfondirait encore la crise de l'Etat et la frustration de la population.

L'argent, du reste, joue sans doute déjà un rôle dans la campagne électorale. On parle de candidats fortunés qui rachètent les ardoises des clients chez les épiciers des quartiers populaires. Des hommes de main de familles influentes se vantent de percevoir des grosses sommes à redistribuer dans leur entourage pour faire voter pour telle ou telle liste. Pour les deux grands partis alliés au pouvoir, Ennahdha et Nidaa Tounes, l'enjeu est de consolider leur implantation locale en vue des législatives de 2019. Ces élections ont aussi valeur de test. Pour Ennahdha, qui poursuit sa mutation et a confié la majorité de ses têtes de liste à des indépendants, un bon score confirmerait son intégration au système politique. Pour Nidaa Tounes, miné par un cycle continu de divisions et de rivalités, il permettrait de consolider la direction... Les deux partis visent une « co-victoire » qui conforterait leur stratégie d'alliance au sommet. Mais l'abstention massive attendue serait le signe d'un rétrécissement rapide de la base politique du processus démocratique. ■

THIERRY BRÉSILLON

**CONTEXTE****Premières municipales libres**

Une première. Pas seulement depuis la révolution de 2011 qui chassa le dictateur Ben Ali. Une première depuis l'indépendance de 1956 : jamais, en effet, les Tunisiens n'ont pu choisir librement leurs élus au niveau local. Cette lacune sera enfin comblée ce dimanche 6 mai. Pourtant, ce scrutin municipal suscite un intérêt mitigé en Tunisie. C'est que, pour beaucoup, la classe politique a largement failli à sa mission depuis que la démocratie a été instaurée en 2011. Et de trop nombreuses illusions, entre-temps, se sont envolées notamment au sein de la jeunesse.

Les candidats, répartis sur 2.074 listes, sont évidemment dans les starting-blocks. Quelque 350 municipalités attendent d'accueillir leurs premiers conseils communaux, appelés à remplacer les « délégations spéciales » désignées après la révolution. Celles-ci n'avaient guère de prérogatives et peu de moyens. La nouvelle loi sur les collectivités locales vient à peine d'être adoptée ; elle est censée assurer plus d'autonomie aux communes, mais le montant des budgets dont elles disposeront reste peu clair.

Les deux plus importantes formations politiques du pays, alliées (contre nature) au gouvernement s'affrontent dans des compétitions qui voient de nombreuses listes indépendantes menées par des gens du cru ajouter un brin de suspense. Nidaa Tounès, le parti hétéroclite du Président de la République, le vétéran Béji Caïd Essebsi, veut garder l'avantage sur les islamistes bien organisés d'Ennahda. Le premier chiffre attendu, celui de la participation au scrutin, risque de refléter la désaffection des Tunisiens pour la politique. Lors des secondes élections législatives libres, celles de 2014, il n'y avait plus que 40 % des électeurs qui s'étaient déplacés. Et, depuis lors, l'économie rachitique du pays, minée par les incivilités et par la corruption, reste la préoccupation majeure des Tunisiens qui en paient les conséquences sociales. Certains indicateurs reprennent des couleurs, comme le tourisme qui profite d'une sécurité renforcée après les attentats de 2015, ou la croissance, en boni. Mais les comptes publics sont toujours à sec et les tensions sociales restent exacerbées.